



PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

# LA VÉRITÉ

ORGANE HEBDOMADAIRE de la LIGUE COMMUNISTE

Section française de la Ligue Communiste Internationaliste (Bolcheviks-Léninistes)

ABONNEMENTS : France . . . . 1 an : 12 fr. 6 mois : 7 fr.  
Etranger . . . . 1 an : 30 fr. 6 mois : 15 fr.

Abonnements d'essai trois mois : 3 fr. 50  
Paraît le vendredi

Compte chèque postal : P. Frank 1368-55 Paris

En attendant la « réforme » fiscale

## QUI PAIERA LES MILLIARDS DE GERMAIN-MARTIN ?

**Suppression du secret commercial :  
Imposons le contrôle ouvrier et paysan !**

La semaine qui vient de s'écouler a vérifié entièrement notre analyse : la « réforme fiscale » s'avère comme une tentative démagogique de masquer une nouvelle attaque contre les salaires, et un appel au crédit en vue de nouvelles dépenses militaires.

Germain Martin a d'abord dû annoncer que les diminutions d'impôts ne prendraient date qu'à partir du 1<sup>er</sup> janvier prochain, et n'auraient aucun effet rétroactif ; donc, les salaires et traitements resteront imposés comme ils le sont. Mais les industriels et commerçants exigent du gouvernement un allègement immédiat de leurs charges : donc, diminution nouvelle de traitement et salaires.

En somme, Germain Martin se fout du monde. Il abrite ses marchandages, ses escroqueries derrière des grandes phrases ; il discute avec MM. les capitalistes et les grands patrons, qui sont seuls à connaître la situation réelle, tandis que la masse des travailleurs n'a qu'à attendre de savoir comment elle sera tondu.

Et c'est pour le blé comme pour le commerce ou l'industrie, pour le paysan travailleur comme pour l'ouvrier, le gouvernement parle du « retour à la liberté par paliers », entendez : abaissement progressif du prix du blé au prix mondial, il prépare une opération dans le dos des intéressés ; il sera toujours temps de leur en parler lorsque le moment sera venu de les accabler !

Même chose pour les crédits militaires, Germain Martin et Cie, veulent soustraire les milliards thésaurisés : les marchands de ciment et de canons attendent avec avidité. Il a jeté de la poudre aux yeux avec son projet de « réforme fiscale », espérant amadouer son monde. Et maintenant, le gouvernement avoue que c'est 5 à 10 milliards qui sont nécessaires, et que « ni le budget ni la trésorerie ne pourront supporter ».

Voilà donc ce qui se cache derrière les parolottes et complots du gouvernement.

Gouvernement de voleurs, de détraqueurs de grands chemins ! Ils parlent de leur misère, de leurs difficultés, de la crise, et ils se préparent à faire payer tout cela, aux travailleurs ; mais cette « misère » ne les empêche pas de prévoir des travaux militaires, improductifs, pour des milliards !

Eh bien, les masses travailleuses, dressées dans un élan unanime, doivent démasquer ces complots d'une poignée de riches et de gouvernants, dirigés contre elles.

Abattez les cartes sur la table.

Un mouvement puissant pour la suppression du secret commercial, doit commencer dans tout le pays. Ces gens qui crient misère, obligent-les à ne plus s'abriter derrière ce sacro-saint « secret » commercial qui leur sert seulement à régler leurs vols sans être inquiétés.

Exigeons le CONTROLE OUVRIER ET PAYSAN, sur la production et la répartition. Organisons ce contrôle par l'intermédiaire de nos organisations de classe.

Tels sont les deux mots d'ordre essentiels qui uniront les masses laborieuses contre les exploitateurs.

Nous devons constater que ni les socialistes, ni les stalinistes, n'ont aujourd'hui, de programme contre la déflation. Ils se contentent d'indications partielles pour telle ou telle question. Nous leur proposons ce mot d'ordre essentiel : **A bas le secret commercial, contrôle ouvrier et paysan !**

Lui seul peut unifier la résistance de la classe travailleuse, lui seul peut nous conduire sur le chemin de la révolution. La semaine prochaine nous publierons les grandes lignes du programme d'action, par lequel nous proposons d'étendre, de compléter et de développer ce mot d'ordre. Nous sommes assurés qu'il trouvera un large écho auprès des travailleurs de ce pays !

Front unique de la base au sommet

## LES PROPOSITIONS DU PARTI COMMUNISTE A LA C.A.P. SOCIALISTE

Le 31 mai, il s'est produit un fait nouveau dans la tactique du parti stalinien.

L'Humanité publie un appel du Comité Central aux ouvriers, aux sections socialistes et à la C.A.P. avec la proposition d'engager une campagne pour Thaelmann. Une ample campagne pour arracher Thaelmann aux bourreaux hitlériens par le front unique, c'est une initiative qu'on ne peut que soutenir. Mais on a besoin d'une politique suivie de front unique et non d'un acte d'un jour conditionné par la manœuvre intérieure de l'appareil stalinien contre son propre parti.

Depuis quatre mois, l'appareil stalinien a engagé une lutte acharnée contre le rayon de Saint-Denis. Cette lutte, que les Thorez-Gitton le veulent ou non, a tourné d'abord autour de la question du front unique. L'appareil stalinien international s'est toujours opposé à la constitution du bloc de lutte avec la social-démocratie contre le fascisme qu'il considérait comme un crime. Thorez a fait au Comité de Vigilance de Saint-Denis l'application de la doctrine de l'Internationale Stalinienne. Bien avant Thorez un des chefs staliniens allemands, Willy Münzenberg, écrivait : « Dans sa brochure sur la question « Comment le national-socialisme sera-t-il battu ? » Trotsky ne donne toujours qu'une réponse unique : « Le P.C.A. doit faire un bloc avec le P.S.A. ». C'est la théorie d'un fascisme complètement perdu et contre-révolutionnaire. Cette théo-

rie est la pire théorie, la plus dangereuse et la plus criminelle de Trotsky.

Depuis quatre mois, Thorez, Gitton, Vaillant-Couturier ont délayé pour le lecteur de l'Humanité ces fortes pensées. Doriot et les camarades de Saint-Denis ont du comprendre qu'elles n'appartenaient pas aux Thorez et Gitton, mais qu'elles constituaient la tactique fondamentale fautive de l'Internationale stalinienne : la tactique qui a constitué « le principal soutien social » des Severing et des Wels et qui a frayé la voie à Hitler.

Ce n'est pas seulement au 13<sup>e</sup> Plenum, mais déjà à la tribune du 12<sup>e</sup> Plenum, à l'époque décisive de la bataille allemande que Thaelmann, précisément Thaelmann, s'écriait « Trotsky chercha à plusieurs reprises à détourner la classe ouvrière en exigeant des négociations de sommet entre le P.C.A. et le P.S.A. ».

Et la thèse politique du 12<sup>e</sup> Plenum exprime la tactique géniale : « C'est seulement en concentrant principalement nos attaques contre la social-démocratie, le principal soutien social de la bourgeoisie, que l'on peut battre et terrasser avec succès le principal ennemi de la classe du prolétariat, la bourgeoisie ».

C'est cette ligne fondamentale sur laquelle se sont réglés tous les représentants de l'appareil dans la lutte menée depuis quatre mois contre le rayon de Saint-Denis.

(Voir suite page 3)

L'Etat-Major prépare la guerre

## SABOTONS LES MANŒUVRES ANTI-AÉRIENNES !

Doumergue-Tardieu se préparent pour la guerre. Le Ministère des Pétain et des Denain veut des milliards pour la prochaine boucherie. On excite l'opinion avec des parades chauvines, on procède à l'intoxication à haute dose de l'opinion publique au moyen de la grande presse.

Maintenant, l'Etat-Major a annoncé l'intention de faire procéder les 12 et 13 juin à des expériences de « défense passive » contre une attaque aérienne. On va mobiliser la population, essayer de la plier à une discipline militaire.

Au moment où l'impérialisme français se prépare à rétablir le service de deux ans, ou il escroque des milliards à la population — malgré le chômage et la misère — pour fabriquer des canons et des munitions, les prolétaires se dresseront avec vigueur !

LE SABOTAGE des manœuvres, voilà quelle sera la riposte de la population laborieuse de Paris !

Le commandement se garde bien de préciser exactement ce qu'il entend faire. A cette manœuvre, les prolétaires réprouvent en alertant leurs comités de vigilance, et en se préparant à réagir. Par tous les moyens à la disposition des organisations, les travailleurs seront alertés, et mis en état de riposter.

A Paris, les centaines de milliers de travailleurs parisiens, signifieront à l'Etat-major leur volonté de LUTTER CONTRE LA GUERRE EN LUTTANT CONTRE LE CAPITALISME, EN PREPARANT LA REVOLUTION.

EN BELGIQUE

## LA LUTTE DE LA GAUCHE DANS LE PARTI OUVRIER BELGE

Par manque de place nous n'avons pas pu donner des informations indispensables sur le développement de la crise dans le Parti Ouvrier Belge. Une lutte sérieuse est engagée par la gauche, c'est-à-dire surtout le mouvement des Jeunes Gardes socialistes et celui du journal L'Action socialiste.

La bureaucratie dirigeante, inquiète des progrès considérables de la gauche, vient de prendre la résolution suivante :

Le Conseil général rappelle la résolution du 13 décembre 1933 :

Désavoue publiquement la campagne de l'Action Socialiste, qui a porté un grave préjudice aux intérêts supérieurs du P.O.B. et des organisations coopératives, syndicales et mutualistes ;

Déclare qu'il est du devoir de tous les affiliés du parti d'imposer silence aux discussions de tendances dans les moments difficiles que traversent les organisations ouvrières socialistes ;

En cas de nouveaux incidents, affirme sa volonté de prendre des sanctions rigoureuses basées sur la discipline, celle-ci entraînant pour chaque affilié les droits et les devoirs suivants :

1. L'interdiction absolue de combattre en dehors du parti les thèses admises par les congrès, étant entendu que les confidences à des adversaires, communications ou déclarations à la presse constituent une infraction à cette première règle ;

2. Le droit de combattre à l'intérieur des organisations du parti les décisions prises par la majorité sans permettre cependant la constitution au sein des organisations de groupes de tendances ;

3. La faculté, pour chaque membre du P.O.B. d'unir ses efforts à titre strictement individuel à des organismes en dehors du parti pour faire triompher des points de vue admis par le P.O.B. ;

4. La liberté pour les affiliés d'engager des controverses fraternelles et courtoises en dehors du parti sur des questions au sujet desquelles le P.O.B. n'aurait pas pris position.

L'Action Socialiste et le camarade Spaak ripostent en exigeant un Congrès du P.O.B. qui réviserait la politique de capitulation des Vandervelde et Cie, et en refusant de se soumettre devant les menaces d'exclusion.

Soulignons que le petit Parti stalinien belge ne joue aucun rôle dans cette crise, car ses bureaucrates répètent les insanités de Thorez et Cie. Nos camarades ont au contraire développé avec continuité une action fraternelle vis-à-vis de la gauche socialiste. Ils en recueillent maintenant les fruits.

La semaine passée, deux meetings eurent lieu sur les problèmes du moment, où parlèrent : Spaak, leader de la gauche et notre camarade Lesoil ; des orateurs furent invités à apporter le point de vue stalinien. Ces deux meetings tenus devant plusieurs centaines d'ouvriers furent un grand succès pour nos idées.

### La Société des Nations s'efface devant les rivalités impérialistes déchainées.

### Les prolétaires n'ont RIEN à en attendre.

### Seule, leur lutte de classe pour la révolution peut signifier la lutte pour la paix.

A ROUEN

## L'UNITÉ D'ACTION A COUP DE CHAISES

Il existe à Rouen : 1<sup>o</sup> Un Comité de lutte contre la guerre et le fascisme, croissance amsterdamoise pure du P.C. ;

2<sup>o</sup> Un Comité d'entente des syndicats confédérés, autonomes et unitaires des fonctionnaires et assimilés de la région de Rouen, dont nous avons publié la résolution présentée au Cirque d'Hiver, dans la Vérité du 1<sup>er</sup> juin ;

3<sup>o</sup> Un Comité de Vigilance antifasciste, groupant les radicaux dissidents, la Ligue des droits de l'homme, les socialistes et nos sympathisants.

Rien tant que ces groupements n'expriment ces remous qui agitent partout les masses laborieuses de ce pays.

Le Comité de Vigilance, soutenu par le Comité d'entente, avait convoqué, vendredi 1<sup>er</sup> juin, au Cirque, le prolétariat de Rouen, à venir entendre les représentants des organisations adhérentes, et juger en même temps que leur volonté de lutte commune, les moyens propres à extérioriser cette volonté, concrètement. Il avait demandé au rayon communiste d'y participer. Celui-ci répondait en faisant la veille un meeting où Semard et Courtade devant deux ou trois cents personnes développaient la position du P. C.

En effet, le Cirque s'emplit d'une masse, sérieuse, grave, de 1.800 à 2.000 travailleurs, artisans, chômeurs. Nos camarades vendaient la Vérité et nos brochures avec succès, lorsque DUSSAUD prend la parole pour rappeler quelles sont les organisations représentées à la Tribune. A peine a-t-il fini, que trois groupes de 60 à 100 travailleurs hurlent : « Doriot à Moscou », sans discontinuer. Des heurts sérieux se produisent ; quelques communistes envahissent la tribune ; une légère bagarre s'ensuit et c'est dans un brouhaha considérable que le représentant du P.C., Courtade, essaie de placer quelques mots.

Un calme tout relatif s'établit lorsque CUDENET développe les raisons sociales de sa présence à la tribune. Il insiste sur le fait qu'il représente cette partie de la petite bourgeoisie qui comprend peu à peu que son sort est lié à celui du prolétariat, et qu'il travaille dans ce sens. Des ricanements incompréhensibles se font jour à travers les applaudissements qui éclatent. Il termine en rappelant que c'est dans ce but qu'il avait donné son adhésion au mouvement d'Amsterdam, en exhortant le prolétariat à réaliser son unité d'action. Les communistes lancent : les Soviets partout !

L'obstruction dès cet instant devient systématique. La majorité des auditeurs paraît terrorisée devant cette attitude criminelle du Parti communiste et ne réagit que faiblement.

Les organisateurs comptant à tort sur l'esprit de démocratie ouvrière qui est l'ABC du marxisme, n'avaient mis sur pied aucun service d'ordre conséquent. Cette bonne foi devint une faute grave.

DANS le brouhaha continu, notre camarade GERARD hurle ce que sont les soviets auxquels il donne un contenu concret. Son discours est taché de mouvements divers. On croirait voir des écoliers qui chahutent un professeur. Les communistes, emportés par leur fétichisme bureaucratique, ne comprennent rien à l'importance de cette réunion.

BLOCH, du P. S. profite d'une accalmie, et répondant avec précision aux interrupteurs, développe énergiquement les mots d'ordre politiques immédiats. Lorsqu'il appelle à l'unité d'action, il est fortement applaudi.

Le maire d'Oisnel qui préside, donne la parole à DORIOU.

Le tumulte dès lors, devient indescriptible et va crescendo, Doriot tente pendant une demi-heure, de parler. Courtade, dans la salle, tente de parler. Le président prend acte du sabotage éhonté du meeting. On n'entend que des vociférations, des injures, des coups de sifflets. Les provocateurs travaillent.

La tribune est envahie à nouveau de deux côtés. Les chaises volent. Un camarade entraîne la table dans sa chute. La bagarre redouble. De nombreux sympathisants du P. C. avec lesquels j'ai pu m'entretenir, sont outrés de l'attitude de ses membres. Quelques-uns de ses derniers expriment des regrets, car il est certain que des provocateurs se sont glissés là et ont beau jeu. Un membre du P. C. dit tout bas « Ça nous retombera sur le dos ». La plupart des auditeurs évacuent le cirque.

La police après une charge, dissout la réunion, sans difficultés.

Lees leçons qu'imposent cette agression du P. C. sont de trois ordres :

1<sup>o</sup> Ce meeting n'est pas seulement une défaite anecdotique pour les organisateurs, il est une défaite pour le P. C. qui tapageusement, a exprimé son incompréhension des sentiments, des masses, son impuissance à diriger ces masses. Ce qui est plus grave, il est une défaite pour le prolétariat rouennais. Les communistes croient-ils donc faire des soviets communistes ? Savent-ils que le soviét est l'expression directe et démocratique dans son sens le plus large de toutes les tendances des masses laborieuses ? Savent-ils que les masses, faisant à leur expérience politique quotidienne, auront à choisir leur guide ? S'ils ignorent cela, ils s'enfoncent dans leur impuissance, ils sont un levier de défaite pour le prolétariat.

(Voir suite page 3)

## La C.A.P. accepte

La C.A.P. du P.S. vient d'accepter les propositions du P.C. en vue d'une campagne commune en faveur de Thaelmann. Elle déclare « qu'elle est prête à entrer en contact avec le P.C. ». Mais en même temps elle demande l'assurance « qu'il soit mis fin aux polémiques visant nos organisations et nos militants ».

Selon nous il est maintenant indispensable :

- 1<sup>o</sup> De montrer que la tactique du front unique rien que par en bas, a fait faillite ;
- 2<sup>o</sup> d'étendre la discussion en vue d'un accord aux problèmes de la lutte antifasciste en France (et pas seulement pour la solidarité aux victimes du fascisme allemand, 3<sup>o</sup> de demander la participation des organisations syndicales à ce front unique ;
- 4<sup>o</sup> de maintenir la droit de critique des organisations, même au cours de l'action commune.

## Notre permanence

Le nouveau siège de notre journal est ouvert depuis une semaine, 8, rue Legouvé (10<sup>e</sup>, Métro : Lanroy).

La permanence est ouverte tous les jours de 18 h. à 20 h. 30. Le samedi depuis 16 h.

## N'oubliez pas la Vérité

Dès cette semaine, de nombreux encouragements nous sont venus. Mais la situation financière reste grave, chaque semaine les mêmes difficultés se renouvellent.

AMIS ET CAMARADES, ne négligez pas de régler rapidement et régulièrement vos ventes !

Que chaque abonné fasse un nouvel abonné ! Envoyez-nous des listes de possibles.

Cette semaine nous sont parvenues de nouvelles commandes importantes, même du Canada, où 100 « Vérité » sont vendues chaque semaine parmi les ouvriers de langue française ! Imitez ces camarades !

Mettez-vous aujourd'hui à l'œuvre.

Commandez-nous la brochure sur la « Semaine du 6 au 12 février », il nous en reste quelques centaines !

On ne peut le cacher : dans le P.O.B. se pose la question de la scission, par la volonté des travailleurs, c'est-à-dire la question de la création du Parti Socialiste indépendant.

Pourquoi le Populaire, le P.S. et ses Jeunes ne soufflent-ils mot sur cette question ?

A propos de l'Indépendant Labour Party

L'Humanité a fait grand bruit au sujet de « l'adhésion conditionnelle » à l'I.L.C., des organisations de Jeunes de l'Indépendant Labour party.

Mais, tout doux, cette information est fautive. En réalité, l'influence stalinienne est en recul dans l'I.L.P. C'est pourquoi le quartieron stalinien anglais, voulant brusquer les choses, tente d'organiser des départs collectifs de ce parti.

Ce que l'Humanité oublie d'ajouter, c'est que les principaux agents du stalinisme dans l'I.L.P. viennent d'être exclus. Maintenant les partisans de la 4<sup>e</sup> Internationale, l'aile qui défend les positions du marxisme léninisme, et non celles de Litvinov, continueront leurs progrès.

Le nouveau Parti communiste verra le jour en Angleterre aussi!

A CUBA

Nous relevons dans l'Humanité de dimanche une canaillerie digne des Darnar et autres Couturiers, MM. les stalinien ont truqué une dépêche de Cuba et annoncent « qu'un ouvrier communiste a été tué par les trotskystes ».

Malheureusement la distance ne nous permet pas de répondre avec des détails. Mais il ressort de la dépêche qu'une bagarre eut lieu entre les travailleurs affiliés au stalinisme et des ouvriers syndicalistes et autres. Quand on connaît les mœurs des bureaucrates (voir la provocation sanglante de Rouen), les multiples assommades et agressions physiques auxquelles ils se livrent, on ne s'étonne pas que de tels faits se produisent.

Leur calomnie infâme aura au moins servi à apprendre cela aux lecteurs de l'Humanité.

DANS LA SARRE

Et « la Sarre Rouge dans le cadre de l'Allemagne Soviétique » ?

Encore un zig-zag stalinien. On se souvient que depuis un an l'I.C. a lancé pour la Sarre le mot d'ordre : « Pour une Sarre Rouge dans le cadre de l'Allemagne Soviétique » (?). Mais comment voter lors du plébiscite de 1935, puisque, par la faute du réformisme et du centrisme, l'Allemagne n'est pas soviétique, mais fasciste ?

Sur ce point, pas de réponse. Le nationalisme des stalinien est fort chatouilleux. Par quel hasard, à la suite de quelle discussion, le mot d'ordre a-t-il été changé, on n'en saura jamais rien ; ainsi le veulent les mystères de la diplomatie franco-russe.

Toujours est-il que M. Péri, porte-plume à tout faire, vient de nous révéler dans l'Humanité que le P.C. Sarrois avait maintenant décidé de demander de voter en 1935 pour le statu quo.

Tous nos lecteurs savent que nous avons combattu sans équivoque la position criminelle des stalinien, et que nous avons dit : « Ni Tardieu, ni Hitler! Pour l'instant, la classe ouvrière sarroise ne peut prendre le pouvoir; mais nous réclamons pour elle le droit à disposer d'elle-même. Lors du plébiscite, les ouvriers sarrois voteront pour le statu quo (c'est-à-dire le mandat de la S.D.N.), mais dans toute la campagne, les communistes lui donneront le sens de la revendication de l'autonomie absolue. D'autre part, nous n'avons aucune confiance dans les « garanties » de la S.D.N. Nous exigeons que la protection des droits des travailleurs soit assurée par eux-mêmes, par leurs organisations, par leur milice ! ».

LES JEUNES COMMUNISTES RÉALISERONT LE FRONT UNIQUE

Le Congrès de la Jeunesse contre la guerre et le fascisme s'est ouvert à la Grange-aux-Belles, par un interminable rapport du camarade Lescure qui — copiant en cela Barbusse — occupe toute la première séance. Un rapport? Plutôt un discours de réunion publique — qui ne nous apporta aucune solution pratique pour la constitution du front unique et la bataille contre les fascistes.

Immédiatement après le congrès fut divisé en commissions pour nommer... les orateurs. Le camarade Craipeau délégué de la Jeunesse Léniniste, demanda la parole pour exprimer comment pourrait se réaliser l'accord entre le « Comité de lutte » d'une part, « l'Alliance Antifasciste des Jeunes » de la R.P. et les comités de vigilance d'autre part. La parole lui fut refusée.

Le lendemain, à la Mutualité, la « discussion » s'ouvrit. Mais les débats étaient réglés de telle façon que la tribune fut oc-

cupée presque sans interruption par les délégués qui vinrent... appeler à la lutte contre le fascisme et annoncer leurs succès.

Mais aucune discussion politique sur les moyens de battre le fascisme. Dans le flot monotone des interventions, notons seulement Lissansky (action socialiste) qui, dans un discours filandreux et semé de roses, vint faire le procès de l'inactivité d'Amsterdam pendant la journée de février et appeler à un élargissement du front unique non sans des attaques démagogiques contre la Jeunesse Léniniste et la IV<sup>e</sup> Internationale.

La seule intervention sérieuse fut celle du délégué du comité d'Alliance des Jeunes du XI<sup>e</sup>. Ce camarade lut les statuts et le programme du comité d'Alliance auquel les J. C. ont refusé de participer. Programme de classe, net et précis auquel toutes les organisations peuvent se rallier. Il montre la nécessité du front unique des organi-

Pyrénées-Orientales

EN AVANT L'AVANT-GARDE!

« L'Avant-garde », association d'unité d'action des Pyrénées Orientales, a adhéré au rassemblement national du 20 et 21 mai; elle avait également adhéré aux précédents « congrès » d'Amsterdam et de Pleyel.

On se souvient qu'au moment de Pleyel et du Congrès national des Jeunes, nos camarades avaient formulé des critiques sur l'absence de démocratie ouvrière dans les parades barbusse-stalinien, et avaient demandé qu'on s'engage sérieusement dans la voie du front unique d'organisation à organisation.

Nous nous étions à cette époque félicités de la communauté de vues sur la question avec nos camarades de l'Avant-garde.

Aujourd'hui, les événements de février, le danger fasciste accru posent devant eux des tâches nouvelles. L'avant-garde est une association constituée depuis 1929, sur la base du front unique des organisations. C'est une base saine. Il faut faire vivre et développer « l'Avant-garde ». Mais le front unique des organisations ne suffit pas. Il faut un parti qui impulse ce mouvement d'unité d'action, qui lui donne une orientation marxiste. Sans quoi, ce sera la lutte dans le vague et au profit des réformistes. Cela nous savons que nos camarades de l'avant-garde ne le veulent pas.

Sans doute, faut-il tenir compte de la tendance de certains S.F.I.O., à considérer l'avant-garde comme un mouvement leur appartenant. C'est leur droit le plus strict de tacher de faire prévaloir leur politique. Mais à côté d'eux se trouvent de nombreux jeunes qui évoluent vers nos idées léninistes; se retrouvent aussi d'anciens membres du P.C. et de la C.G.T.U. dégoutés de la politique des bureaucrates stalinien qui entendent lutter pour la victoire du Marxisme révolutionnaire.

Nous disons à nos camarades : Faites vivre l'Avant-garde de votre mieux ! Soyez-en les animateurs. Mais en même temps, entrez en contact avec nous, tenez-nous au courant de votre activité, informez-vous de nos positions et de nos mots d'ordre ! Que les meilleurs et les plus ardents d'entre vous, nous aident.

Advertisement for 'La semaine du 6 au 12 février' brochure, 40 pages, price 0 fr. 50. Published by the workers' parties.

HOMMAGE A TROTSKY

Le cahier de mai-juin des Humbles est un HOMMAGE A LEON TROTSKY. Il reproduira la fameuse Lettre à Jules Guesde et une nouvelle : La Famille Declere, écrite par Trotsky à Sévres en 1915 et publiée par l'Humanité en janvier 1922.

L'opposition au réformisme grandit

Une minorité révolutionnaire s'est distinguée sur l'orientation fédérale et confédérale. Une constatation générale s'impose : Ce Congrès est une démonstration du manque absolu de perspectives économiques de la part des militants confédérés. Absence de l'esprit marxiste à laquelle s'ajoute une absence quasi-totale de foi révolutionnaire. Cet état d'esprit général explique la confusion et la pagaie des débats.

Un résultat quelconque de commission se trouvait chaque fois, en séance plénière, combattu violemment par les bonzes syndicaux et fédéraux. Cependant, la venue de Jouhaux à la tribune a provoqué une manifestation d'hostilité, traduite par l'infonction scandée : « démission, démission... ».

Cette manifestation de « courtoisie » à l'égard du secrétaire général de la C.G.T. a contraint ce dernier à faire le panegyrique de la politique confédérale. Malgré tous ses effets oratoires, traduction d'une démagogie provocante, Jouhaux ne réussit pas à entraîner un courant chaleureux d'approbation.

A noter que, pour la première fois aux assises des congrès fédéraux des P.T.T., le secrétaire général de la C.G.T. trouve une atmosphère de méfiance.

La suite des débats a révélé plus concrètement l'existence d'un courant minoritaire. Celui-ci s'est manifesté plus particulièrement sur la politique de la C.G.T. Au sein de la Commission chargée de l'étude de l'orientation syndicale, l'opposition s'est affirmée. Après une longue discussion, animée surtout par des camarades de la minorité, il n'a pas été possible de

trouver l'entente sur une résolution. Par suite, la minorité a décidé de s'exprimer devant le Congrès par une résolution, résolution à propos de laquelle nous aurions bien des réserves à faire. Mais néanmoins nos amis ont apporté leurs voix à cette résolution progressive. A noter d'ailleurs, avec quelle intrinsèque et quelle intolérance une partie du congrès accueillit les quelques durs vérités administrées du haut de la tribune par le camarade défenseur de cette résolution.

Dans nos assises confédérées on ne peut supporter des critiques qui attaquent la politique de compromission, de collaboration instaurée comme système, de la Confédération Générale du Travail. L'intervention d'un militant influent de la région parisienne souleva les applaudissements de la salle lorsqu'il s'éleva contre l'expulsion de « l'indomptable révolutionnaire Trotsky ».

La révélation d'un courant d'opposition à la politique de la centrale réformiste doit inciter les révolutionnaires à travailler activement dans la C.G.T. Il apparaît que ce mouvement a de grandes possibilités de développement. C'est en mettant en cause à chaque occasion la présence de délégués confédérés à des organismes permanents de l'Etat bourgeois; c'est en dénonçant cette attitude de trahison incluse dans le « plan de rénovation économique » et en indiquant la voie révolutionnaire sur laquelle doit s'engager l'organisation syndicale que ce courant de base s'amplifiera.

Arrachons nos syndicats à l'emprise des bureaucrates réformistes, non au profit de la C.G.T.U., mais en demandant la fusion des deux centrales !

Le pain aux travailleurs!

A Villejuif

Quelques individus ont la prétention de constituer un deuxième comité de chômeurs avec comme mot d'ordre « Le pain français aux français ».

Dans cette intention ils voulurent faire une réunion publique qui a été un fiasco, mais non un succès pour les organisations révolutionnaires. Les chômeurs organisés qui répondirent à l'appel, étaient une douzaine sur plus de quinze cents organisés.

Il faut dire à décharge que les travailleurs ne comprennent pas beaucoup l'attitude de leurs dirigeants; ils ne comprennent pas qu'on parle avec les fascistes. Aussi, l'entretien qu'a eu, dans son bureau, Vaillant avec les émules des Hitler français a-t-il été jugé de différentes façons.

Quand on sait que M. le maire ordonne de ne pas laisser les trotskystes parler dans sa cité, cette différence d'action est de plus en plus condamnée par les chômeurs eux-mêmes, n'en déplaise à votre majesté, monsieur le maire (?).

La formation de ce comité nous a valu un article de titi dans l'Humanité. Titi tend à nous démontrer que Micheline, organisateur du comité, est un rigolo. C'est vrai qu'à pareille époque de l'année dernière, on lisait dans l'Humanité cette phrase : « Le fascisme hitlérien est la farce d'une farce ». Et comme Titi voudrait dépasser ses maîtres, il s'en donne à cœur joie.

« Les fascistes, ce n'est pas simplement Micheline, mais vous aussi. Vous êtes de la même bande. Vous ne valez guère mieux ». Ainsi s'expliquait un brave ouvrier qui vient d'être embauché à la commune et qui, il n'y a pas si longtemps, réclamait « le pain aux français ».

Mais nous, nous vous disons que ce comité est un véritable danger. Qu'on ne doit pas parler avec ces individus. Camarades communistes, vous devez comprendre que les phrases ne suffisent pas pour rassembler les chômeurs. Nos réunions sont de plus en plus délaissées, et nous le regrettons.

Pour regrouper les chômeurs il faut que nous soyons un comité de chômeurs qui a pour but : la défense des chômeurs.

Abolissez cette lutte fratricide entre ouvriers, car ce n'est pas simplement contre le pouilleux de trotskyste que vous luttez,

ce qui ne serait rien, mais contre tous les ouvriers qui ne pensent pas comme vous. Vous dites que seuls vous défendez les chômeurs. En ce cas, pourquoi avoir peur des autres tendances qui, d'après vous, sont au service de la bourgeoisie ?

MISE AU POINT A PROPOS D'UNE EXCLUSION

Le 29 mai l'Humanité publie l'exclusion de Duquesnoy pour des faits remontant à Octobre 1933. Nous n'avons pas lieu de nous prononcer aujourd'hui sur l'exclusion de Duquesnoy qui n'a jamais appartenu d'aucune façon à nos organisations. Mais le communiqué de l'Humanité contient une perle indigeste : « Duquesnoy est accusé d'avoir voulu doubler l'avocat officiel du S.F.L. d'un contre-avocat considéré comme adversaire déclaré du Parti » dans la note du comité régional et d'avoir pris un avocat « contre révolutionnaire, ennemi de notre parti, ayant intérêt à défigurer la politique de notre parti ceci dans l'intérêt de la bourgeoisie ».

A ROUEN (Suite de la Première page)

S'ils le savent, leur façon d'agir montre leur peur effroyable, la peur de la bureaucratie de se montrer toute nue devant les masses, la peur d'être rejetée inexorablement de la scène historique comme les Tsaretelli et consorts en 1917.

Il indique la confusion idéologique qui règne dans les masses de ce pays, confusion qui, perpétuée par le P. C., ne peut que servir les intérêts de la bourgeoisie française.

Enfin, il enseigne à quelles difficultés se heurte la réalisation d'un front unique conséquent, progressif, non sentimental, dont une des causes, pendant dialectique de l'impuissance du P. C., est le renforcement de l'emprise de la bourgeoisie, issue de cette impuissance.

Il renforce l'idée que nous avons de nos responsabilités historiques. C'est parce que nous savons quels remous, quels obstacles, s'opposent à la réalisation du front unique, que l'expérience de Rouen est riche de ces enseignements.

Dès le lendemain, le Comité de Vigilance, a placé une affiche dénonçant le sabotage anti-prolétarien de la clique stalinienne. Un nouveau meeting se tiendra prochainement avec les mêmes participants. Les bureaucrates ne recommenceront pas deux fois leurs actes criminels.

Puis on nous présente la résolution politique : Du vent, du vent, et encore du vent. Rien sur l'armement du peuple et la milice ouvrière! Le délégué du XI<sup>e</sup> (membre de la commission politique) apportait un texte très court : que le « rassemblement des Jeunes » adresse à l'Alliance antifasciste des Jeunes (Jeunesse Socialiste Jeunesse Léniniste, etc...) des propositions de front unique sur 4 points précis :

- 1° Défense de toutes les libertés et avantages conquis par la Jeunesse ouvrière;
2° Boycott et attaque des fascistes et de leurs auxiliaires;
3° Lutte contre toute augmentation du service militaire et contre les provocations antisoviétiques;
4° Organisations d'une milice antifasciste.
Les stalinistes s'opposèrent au dernier point (milice ouvrière) et à tout élargissement du comité amsterdampien par des propositions de front unique à l'A.A.J.

La preuve était donc faite qu'en fait

UN FLEUVE DE SANG Deux ans d'Indochine

Édité par la Révolution prolétarienne

Ce réquisitoire est composé de trois parties dont la conclusion se place au début. Le 1<sup>er</sup> chapitre de la 1<sup>re</sup> partie : « La Révolte », montre combien la « révolte du peuple annamite contre la domination étrangère » est « chronique ». Des causes permanentes, la disette, la crise économique ont fait du « peuple annamite » un peuple qui « ne manque pas de conscience nationale et de patriotisme », un peuple qui « ne s'est jamais soumis », un peuple — mis devant « le dilemme de devoir ou s'effondrer honneusement sous les coups, ou passer à l'action même prématurée » — a fait dire à l'auteur : « Si dans certains pays de l'Europe « civilisatrice », on a pu préférer la première alternative, l'Asie « colonisée » a choisi la seconde ».

Le second chapitre retrace les troubles de 1930 montrant que « le mouvement paysan classique en Asie » n'est ni des « Soviets », ni du « Communisme », mais qu'il s'agit d'un « retour à « l'antique commune annamite ».

La partie « La Répression » stigmatise cette « hystérie collective qui seule peut expliquer les horreurs de la répression ». On ne peut pas ne pas se sentir révolté par les mesures draconiennes prises par l'impérialisme contre les ouvriers et paysans indochinois. Les mesures judiciaires : arrestations, tortures, prison-châtier, commission criminelle, justice régulière, ne suffisent pas. Il faut aux négriers d'aujourd'hui des mesures de guerre : avions, tanks, mitrailleuses, nettoyage.

Ce « procès des Légionnaires » et la fameuse « affaire du commandant Lambert et d'autres verdicts de classe qui font le mérite du pamphlet et qui arrachent le cri « Amniste » à l'auteur seront et doivent être connus des travailleurs de France.

La conclusion ne dépasse pas celle d'un nationaliste indochinois. « Je tiens à vous déclarer que si les Français veulent désormais occuper l'Indochine en toute tranquillité, sans être gênés par aucun mouvement, ils doivent :

- 1° Abandonner toute méthode brutale et inhumaine;
2° Se comporter en amis des Annamites et non plus en maîtres cruels;
3° S'efforcer d'atténuer les misères morales et matérielles en restituant aux Annamites les droits élémentaires de l'individu : Liberté de voyage, liberté d'instruction, liberté d'association, de presse.
4° Ne plus favoriser les concessions des fonctionnaires, ni leurs mauvaises mœurs;
5° Donner l'instruction au peuple, développer le commerce et l'industrie indigènes.

Ce message ultime aux députés français à la veille de périr glorieusement sous la coupe-coupe, du célèbre acteur d'Yen-Bay qui constitue le fonds politique réformiste de la brochure, atteste que son auteur qu'il le veuille ou non reste partisan, malgré son indignation, de la collaboration franco-indochinoise, de la cohabitation du loup et de l'agneau, c'est-à-dire en fin de compte de la colonisation. Animés d'un esprit aussi réformiste ils n'ont pas vu le mouvement des masses prolétariennes, son caractère de classe, son rôle encore mince de directeur dans la Révolution indochinoise, étant donné la faiblesse et la dépendance du mouvement de la paysannerie indochinoise déjà éprouvée. Ils sont passés à côté des Soviets du Nord-Annam — Soviets éphémères mais Soviets quand même. Il n'est donc pas étonnant que le mouvement révolutionnaire communiste qui continua en 1930 le mouvement d'Yen-Bay leur échappe et que les Soviets de Nghien-Tinh ne sont qu'un retour à l'antique commune annamite. Ces camarades reprochent justement aux Staliniens de parler de Soviets à propos de tout. Il faut cependant voir la réalité. C'est parce qu'ils n'ont pas étudié toutes les batailles de classe que le jeune prolétariat et la paysannerie ont fini par l'impérialisme qu'ils s'attardent encore au nationalisme petit-bourgeois de Nguyen-Thai-Hoc et ils ne connaissent ainsi que le derrière du mouvement révolutionnaire indochinois.

d'élargissement du front unique on assistait toujours à un meeting des Jeunes stalinien et de leurs sympathisants (moins une vingtaine de délégués au plus).

Le délégué des Jeunes Léninistes indiqua qu'il n'avait même pas à se prononcer sur un texte — d'ailleurs absolument creux et sans aucune proposition réelle — qui n'était qu'un texte du comité amsterdampien.

Selon sa demande, 9 camarades s'abstinrent de participer à un semblable vote qui ne les concernait plus, et ils quittèrent la salle.

En conclusions : aucune comparaison, entre le congrès du Cirque d'Hiver qui dut tenir compte de la pression des masses et réviser les bases d'Amsterdam, et les congrès des Jeunes, qui rassembla seulement les J.C. et leurs sympathisants, et la sur les bases initiales d'Amsterdam. Les Jeunes communistes au-delà de cette politique de faillite, sauront rallier en grand nombre la voie du véritable front unique, tel que nous n'avons cessé de le défendre.

Un délégué des Jeunes Léninistes!

Ou vers l'opportunisme, ou vers le marxisme, il n'y a pas d'autre voie

# CONVERSATION AVEC UN CAMARADE DU RAYON DE SAINT-DENIS

— Si on voulait en croire l'Humanité, vous nous suivez dans « le camp de la contre-révolution ». Alors, à quand votre exclusion du parti communiste? Et que pensez-vous faire?

— Nos exclusions, le comité central tardera pas à les prononcer. Mais dès maintenant, le rayon de Saint-Denis a, par plus de 350 voix contre quelques-uns seulement, décidé de rompre les rapports avec la direction du parti. Ce que nous ferons? Faire vivre notre Comité de Vigilance et aider les travailleurs à en créer d'autres dans tout le pays pour résister au fascisme.

— Réaliser l'unité d'action des travailleurs, c'est très bien; nous vous avons soutenu sur ce point pour lequel nous luttons depuis des années (rappelle-toi des événements d'Allemagne). Pour se battre, la classe ouvrière a besoin d'être unie, malgré toutes ses divisions politiques; réformistes et révolutionnaires doivent serrer les rangs. Mais si tu romps avec le parti communiste parce qu'il piétine les enseignements de Lénine sur le front unique, je ne pense pas que tu tiennes à piétiner les enseignements de Lénine sur le problème du parti. Si le parti qui s'intitule communiste, si la 3<sup>e</sup> Internationale ne sont plus l'organisation de l'avant-garde marxiste du prolétariat, il faut rebâtir un nouveau parti, une 4<sup>e</sup> Internationale. Ton rayon va-t-il s'atteler à pareille tâche?

— Nous ne voulons pas piétiner les enseignements de Lénine, mais nous nous refusons de vous suivre pour faire un parti et une internationale. Ce ne sont pas des organisations qu'on monte arbitrairement. — Je suis d'accord avec toi, qu'il est néfaste de créer arbitrairement des organisations; c'est pourquoi nous, Ligue Communiste, nous avons combattu le mouvement d'Amsterdam-Pleyel qui était un combinatoire de l'appareil pour se dérober à l'unité d'action avec les organisations socialistes, en se servant comme couverture à cet effet de personnalités littéraires et artistiques, dont je n'ai pas à juger le talent, mais absolument dépourvues de responsabilités devant une organisation de travailleurs.

— Vous vous êtes aperçus dans l'action qu'Amsterdam-Pleyel ne permettait pas d'assurer l'unité d'action réelle de tous les travailleurs. D'autres (la Fédération autonome des Fonctionnaires, l'Action Socialiste, etc.) ont fait la même constatation. Il faut donc s'entendre pour liquider cette construction arbitraire qui peut seulement monter quelques meetings où un Thorez vient parader, mais qui, ensuite, ne fait qu'apporter des obstacles à l'unité d'action dans chaque commune ou dans chaque quartier en se dressant contre tout comité entre organisations qui existaient.

— Liquidons donc des organisations artificiellement construites. Mais la classe ouvrière a besoin d'un parti, d'une Internationale communiste. S'il n'en existe pas, il faut travailler à les constituer, il faut poser le problème nettement; ça ne signifie pas qu'on pourra le résoudre en quelques jours. — Bien sûr, ce n'est pas arbitraire de dire que la classe ouvrière a besoin d'un parti communiste, mais pour le bâtir, il faut des conditions déterminées. Aujourd'hui, ce serait prématuré, la masse ne suivrait pas; elle suit les comités de vigilance, elle est pour l'unité d'action. Poser comme vous le faites, la question de créer un nouveau parti, c'est apparaître en diviseurs et s'isoler des masses.

— Je ne retiens pas l'argument de « diviseurs »; tu es un communiste et, par conséquent, tu sais fort bien que rassembler l'avant-garde du prolétariat, non seulement ce n'est pas le diviser, mais c'est créer la condition fondamentale pour son rassemblement dans la lutte. Mais je retiens les autres arguments: c'est trop tôt on serait trop nombreux. Tu n'apportes que des considérations d'opportunité et non pas de principes. C'est trop tôt parce que les masses n'y sont pas? D'une part, je suis certain que nous sommes un peu plus nombreux que lorsque Lénine en fin 1914 proclama: « Vive la 3<sup>e</sup> Internationale; il connaissait bien les masses, et, à certains moments, ne craignait pas d'être quasi seul; d'autre part, comment amener les masses à une idée, à une conception, sans qu'on la leur exprime clairement? Si on établit une base politique claire, ce ne sera pas trop tôt, et ce sera le moyen le plus sûr de devenir nombreux.

— Tu oublies la principale tâche à l'heure actuelle: Barrer la route au fascisme, et pour cela, développer les comités de vigilance, les lier aux masses. C'est dans l'action et non dans des batailles sur des thèses que pourra se dégager une nouvelle organisation de l'avant-garde prolétarienne.

— Je suis loin d'oublier la réaction et le fascisme, et c'est précisément pour les battre, que je pose le problème du parti, sans l'opposer, bien au contraire, au travail de front unique. Barrer la route au fascisme, pour le faire définitivement, il ne suffit pas pour les travailleurs de s'opposer physiquement à ses démonstrations, il ne suffit pas de dénoncer ses méfaits en Allemagne et en Italie. Aujourd'hui, nous nous défendons contre la montée réactionnaire, mais, et vous l'avez posé dans votre « lettre ouverte à l'I. C. », cette résistance doit, pour être efficace, se transformer en lutte pour le pouvoir. Les comités de vigilance, avez-vous justement écrit, doivent être une étape vers les soviets. Mais, dis-moi, cette orientation

à donner à la lutte des comités de vigilance, les mots d'ordre appropriés, le programme d'action autour desquels doit s'opérer le rassemblement des masses laborieuses, ce qui les attends-tu? Pas de la S. F. I. O., je pense; un comité antifasciste n'est pas une fontaine de Jouvence où la vieille social-démocratie se rajeunirait. Pas non plus de la masse dans son ensemble; celle-ci a sa propre expérience qui lui permet de choisir, et de progresser dans la voie révolutionnaire, mais à condition qu'elle trouve une avant-garde qui, à chaque étape de la lutte, lui explique la situation, lui montre les objectifs à atteindre, les moyens à employer et la perspective ultérieure. C'est seulement en créant un noyau initial, agissant d'une manière indépendante et disciplinée, que pourra s'opérer la sélection au sein des comités de vigilance, sans cela, même les plus nombreux rassemblements d'ouvriers seraient sans lendemain.

Le Comité de Vigilance, ce n'est pas une base suffisante pour assurer la vie du rayon de Saint-Denis. S'y limiter, c'est se condamner à la désagrégation. Tous les noyaux locaux qui se sont détachés du P. C. n'y ont pas échappé; le municipalisme, le pupisme, la social-démocratie les ont rongés. Encore un mot. Tes comités de vigilance sans un parti communiste, ils me rappellent un mot d'ordre... menchevique et contre-révolutionnaire; je ne veux pas par là te qualifier de menchevik, ou de contre-révolutionnaire. Lorsque la révolution d'octobre se trouva aux prises avec les pires difficultés, que la guerre civile, la famine faisaient rage, les ennemis du pouvoir prolétarien lancèrent le mot d'ordre: « Les soviets sans communistes ». La contre-révolution avait compris d'instincts que, même la forme soviétique n'était pas immunisée contre son influence, que s'il n'y a pas des communistes pour y apporter leur intrépidité de classe, elle pourrait aussi s'en servir contre la révolution. Et alors si c'est vrai, des soviets après la prise du pouvoir, on peut être sûr que c'est encore plus vrai avec les comités de vigilance qui ne sont pas des soviets; des comités de vigilance sans communistes

(c'est-à-dire sans un parti, car il n'y a pas d'action communiste en dehors d'une organisation), on peut être sûr qu'ils ne deviendront jamais des soviets et qu'ils ne prendront pas le pouvoir. — Et puis, une autre question se greffe sur celle de la lutte contre le fascisme et pour le pouvoir, c'est la question de la lutte contre la guerre. Qui guidera cette lutte? Les comités de front unique pourront à la rigueur, organiser des actions contre les préparatifs de guerre, contre le service de deux ans, etc... Mais qui mènera le travail antimilitariste, qui préconisera le défaitisme? Dans le front unique, tu as des socialistes imbues de patriotisme ou de pacifisme, des défenseurs de la S. D. N. Bientôt tu trouveras même de ces derniers dans le parti communiste officiel, à cause de l'entrée de l'Union Soviétique dans cette association de brigands. — Je te prévient carrément: Jamais, nous n'approuverons vos attaques contre l'U. R. S. S., jamais nous nous y joindrons. — Et je te réponds non moins carrément: Jamais nous n'avons attaqué l'U. R. S. S. Par conséquent, tu n'as pas à te joindre à ce qui n'est pas. Ce que nous avons fait, c'est combattre une politique que nous estimons fautive, néfaste à la Révolution d'Octobre et à la révolution mondiale. Toi, tu luttas contre la politique de l'I. C. en France; crois-tu que celle-ci est indépendante de la politique générale de l'I. C. et aussi de la politique de l'U. R. S. S. Quand Lénine et Trotsky dirigeaient l'I. C. et l'Union soviétique, ils ne pratiquaient pas deux politiques différentes contradictoires, l'une bonne, l'autre mauvaise: la politique de l'I. C. et celle de l'Union Soviétique se complétaient en fonction des nécessités de la révolution prolétarienne internationale. Quand la vague révolutionnaire reflua, que l'Etat prolétarien dut faire des concessions, ses dirigeants l'expliquèrent franchement à tous les travailleurs. Tandis qu'aujourd'hui, que lis-tu dans l'Humanité? D'abord, que le mouvement révolutionnaire ne cesse de croître dans tous les pays, qu'il va de succès en succès, qu'en même temps l'U. R. S. S. marche à grands pas vers le

socialisme, puis finalement que l'U. R. S. S. va entrer dans la S. D. N. Crois-tu que cet acte soit une manifestation de force, de puissance?

— L'U. R. S. S. est entourée d'un monde d'ennemis; elle doit savoir exploiter les divergences dans le camp capitaliste et savoir passer des compromis avec certains états pour dissocier le bloc de ses adversaires. — Aucun communiste ne peut évidemment reprocher au gouvernement soviétique, de passer des compromis, quoi qu'il y ait compromis et compromis. Mais ce qui est inadmissible, c'est de les présenter comme des victoires sur la bourgeoisie d'une part, c'est de baser toute son activité sur les qualités de sa diplomatie d'autre part, au lieu de fonder la défense de l'U. R. S. S. sur la force du mouvement révolutionnaire. Pourquoi la politique extérieure du gouvernement soviétique a-t-elle reçu un si fort coup de barre à droite depuis un an, sinon par suite de la défaite du prolétariat allemand. Et crois-tu que si la réaction triomphait en France, les talents de Litvinov suffiraient à préserver les constructions des plans quinquennaux contre le flot fasciste? La politique hostile à l'unité d'action et la politique qui présente l'entrée de l'U. R. S. S. dans la S. D. N. comme une victoire, c'est une seule et même politique, celle de la bureaucratie dirigeante en U. R. S. S. qui a l'horizon limité à l'Union Soviétique et néglige, redoute même, les combats révolutionnaires dans les autres pays.

Aussi, pour défendre l'U. R. S. S., non pas avec des phrases creuses, mais réellement, c'est-à-dire pour développer la lutte révolutionnaire en dépit et contre un appareil d'incapables, il faudra faire comme nous, comme la Ligue communiste, s'efforcer de reconstruire le parti révolutionnaire du prolétariat. C'est la voie que vous, rayon de Saint-Denis, devez suivre pour être conséquents avec vous-mêmes; c'est ce « chemin de Trotsky » dont l'Humanité veut vous faire peur.

— Nous voulons suivre le chemin de la révolution. — C'est le même.

socialisme, puis finalement que l'U. R. S. S. va entrer dans la S. D. N. Crois-tu que cet acte soit une manifestation de force, de puissance?

— L'U. R. S. S. est entourée d'un monde d'ennemis; elle doit savoir exploiter les divergences dans le camp capitaliste et savoir passer des compromis avec certains états pour dissocier le bloc de ses adversaires.

Aussi, pour défendre l'U. R. S. S., non pas avec des phrases creuses, mais réellement, c'est-à-dire pour développer la lutte révolutionnaire en dépit et contre un appareil d'incapables, il faudra faire comme nous, comme la Ligue communiste, s'efforcer de reconstruire le parti révolutionnaire du prolétariat. C'est la voie que vous, rayon de Saint-Denis, devez suivre pour être conséquents avec vous-mêmes; c'est ce « chemin de Trotsky » dont l'Humanité veut vous faire peur.

— Nous voulons suivre le chemin de la révolution. — C'est le même.

## EN AVANT, SAINT-DENIS!

### Arguments et Ripostes

#### « L'Unité du Parti »

Cachin et Thorez accusent Doriot de briser le front unique à l'intérieur du Parti. De même, Blum et Paul Faure ont exigé de l'aile gauche de leur parti, de mettre l'unité du Parti au-dessus du front unique du prolétariat. L'analogie est frappante. Les deux bureaucraties se défendent contre les nécessités historiques qui les menacent. En se défendant, Paul Faure et Thorez jonglent avec la notion de front unique comme des clowns de cirque qui s'envoient l'un à l'autre des balles sur le nez.

Parler de front unique dans le Parti est absurde. Le Parti n'est pas une coalition passagère de groupes divergents, et le front unique ne peut avoir d'autre sens que celui d'une entente d'organisations différentes et même divergentes, pour un but précis qui leur est commun. Si des nécessités impérieuses produisent un fractionnement dans le Parti et si ce fractionnement devient de plus en plus profond et irréconciliable, il ne sert de rien d'appeler au front unique dans le Parti. Il faut prendre sous la loupe la politique elle-même du parti, son contenu matériel. S'il s'avère que la stratégie du Parti est en opposition avec les nécessités historiques de la classe, la scission devient non seulement un droit, mais un devoir. Liebknecht s'est dressé seul contre un Parti puissant sans se préoccuper du front unique dans le Parti, et c'est lui qui avait raison.

La fausseté de la politique des stalinistes français a trouvé maintenant une expression et une démonstration presque mathématiques. Regardons-y de plus près. Le but suprême des stalinistes est de saper la social-démocratie. Celle-ci se trouve dans une impasse historique. Elle est fractionnée et déchirée par la pression des événements et par les contradictions intérieures. Une fraction s'est dessinée en faveur du rapprochement avec Moscou.

Mais la direction staliniste a réussi à provoquer la scission dans le Parti dit Communiste et à repousser l'aile gauche du P. S. vers Blum et Paul Faure! C'est le Parti Socialiste, qui pendant des années avait terriblement peur — et avec raison — du front unique, qui s'empare maintenant de ce mot d'ordre et le transforme avec succès en un coin pour disloquer le Parti staliniste! C'est au nom du front unique que le groupe Doriot rompt avec le Parti, et c'est l'expérience de Doriot qui pousse les éléments gauches de la S.F.I.O. à hésiter sur leur proposition d'aller à Moscou: à leurs yeux ce voyage ne peut au fond pas servir à grand chose.

C'est ainsi qu'en mettant au-dessus de la réalité historique de la lutte de classes, la lutte, plutôt imaginaire, malgré toute son intrépidité, contre les « social-fascis-

tes », que le Parti staliniste arrive à un résultat absolument contraire au but qu'il s'était proposé.

#### Politique sectaire ?

Cette politique du Parti dit Communiste est souvent qualifiée, même par nos amis, de sectaire. Le mot est faux. Le sectarisme préoccupe un groupe étroit et homogène, lié intérieurement par la conviction profonde et inébranlable, malgré les contradictions entre cette conviction et le développement historique.

La bureaucratie staliniste en France n'a pas de conviction. Elle n'est ni encline ni capable de défendre ses « idées » contre n'importe qui et n'importe quoi. Au contraire elle est prête à chaque instant à s'incliner devant l'ordre reçu de Moscou, où la politique est dirigée par les préoccupations de la puissante bureaucratie nationale. Ce n'est pas du sectarisme, c'est du bureaucratisme sans foi ni loi.

#### Nécessité d'un Parti

Saint-Denis ne s'incline pas devant la bureaucratie criminelle. Ce n'est pas nous qui pourrions désapprouver une telle attitude. Mais quel sens va prendre aux yeux des masses influencées par Saint-Denis cette nouvelle scission? On ne peut pas marcher avec les stalinistes, leur Parti est incapable de diriger la classe ouvrière. Si l'on s'arrête à cela, on soutient, au moins indirectement, l'autorité du Parti Socialiste; mais si l'on déclare celui-ci banqueroutier, l'ouvrier conclura qu'on peut bien se passer de parti, ce qui équivaudrait à rendre vie aux préjugés syndicalistes les plus stériles.

Le monde de la politique, comme la nature, a horreur du vide. Il a besoin de continuité de pensée et d'action politique. Si l'on mène la lutte avec les stalinistes jusqu'à la rupture sans affaiblir la volonté de combattre les réformistes et les centristes, on ne peut échapper à cette conclusion: la création d'un nouveau Parti révolutionnaire est impérieusement mise à l'ordre du jour.

« Tout ce que vous voulez, mais pas cela, s'écrient des esprits chancelants. Ce n'est pas le moment. Nous autres, réalistes, nous ne sommes pas des faiseurs de Paris et d'Internationales. Il n'y a que la marche des événements, la poussée des masses, leur propre expérience, qui puissent aboutir à un nouveau Parti! »

Quelle sagesse! Quelle profondeur! Mais que signifie cette « marche » des événements? Est-ce que nous en sommes exclus? Et comment s'effectue l'expérience des masses? Est-ce que nous sommes incapables de pénétrer dans la marche des évé-

nements et de féconder l'expérience des masses?

« La masse ne veut pas un nouveau Parti; elle veut l'unité et c'est sur cela qu'il faut bâtir », objecte le tacticien sage. C'est l'idée du front unique, de l'Alliance ouvrière, embryon des soviets, qui correspond à cette volonté des masses pour l'unité. Mais si l'on s'arrête ici, on ne fait qu'accroître la confusion. Il ne suffit pas de vouloir l'unité, il faut savoir la réaliser. Il n'y a que le Parti qui puisse indiquer à la masse la voie juste. C'est précisément parce que la classe tout entière n'a que des idées vagues, sommaires et confuses, que la sélection de l'avant-garde est nécessaire. Pour un marxiste, la formule politique exprime non pas la mentalité des masses pour aujourd'hui, mais la dynamique de cette mentalité, comment elle est déterminée et comment elle doit être déterminée par la lutte des classes.

Nous sommes venus précisément de l'expérience des masses à la conclusion inébranlable que les deux Internationales sont bien fichues. Sommes-nous des augures, qui gardent leur conviction pour un usage occulte? Non, nous sommes des révolutionnaires, obligés d'expliquer à la masse sa propre expérience. C'est là le commencement du réalisme marxiste.

La « marche des événements » peut faciliter ou retarder le développement du nouveau Parti. Mais la situation la plus favorable passera inutilisée, si les éléments d'avant-garde ne font pas leur devoir envers la masse, même dans la situation la plus défavorable.

L'allusion à la marche des événements est une abstraction absolument creuse. Avec le même semblant de sagesse on pourrait dire: ce n'est pas le « moment » pour la rupture avec Thorez. Il faut que la marche des événements impose une rupture pareille. On peut aller plus loin et dire: ce n'est pas le « moment » pour la doctrine marxiste, pour le programme communiste. Il n'y a que l'expérience des masses qui peut les mener à la libération.

Mais opposer le marxisme ou le programme communiste à l'expérience des masses signifie fouler aux pieds toute l'expérience historique de la classe ouvrière au nom de l'« expérience » de tel ou tel groupe bureaucratique.

La doctrine marxiste et le programme communiste ne peuvent ni planer au-dessus du chaos comme le Saint-Esprit, ni se nicher dans le cerveau de quelques augures. Ils doivent avoir leur corps, c'est-à-dire l'organisation de l'avant-garde ouvrière. Son développement peut dépendre de maints facteurs et circonstances historiques, dont nous sommes loin d'être maîtres. Mais en proclamant la faillite des deux Internationales nous faisons par cela même appel aux ouvriers les plus conscients, les plus décidés, les plus dévoués, en les invitant à se regrouper au sein du nouveau parti et de la nouvelle Internationale.

## Les propositions du P. C. à la C. A. P. Socialiste

(Suite de la Première Page)

Et d'un seul coup, le Comité Central vient de réduire à néant toute sa lutte idéologique « ait édictée dans les dernières années de sa propagande contre-révolutionnaire », logique en proposant à la C. A. P. l'action commune. Le Comité Central vient de plier le genou devant la volonté de front unique de classe contre l'agresseur fasciste.

Pour nous, la volonté de sauver la personne de Thaelmann est aussi forte que la volonté de repousser la politique néfaste qui a livré le camarade Thaelmann. Pour les communistes, la proposition à la C. A. P. apparaîtra venir pour une grande part à l'heure où l'appareil stalinien doit passer aux opérations décisives contre le rayon de Saint-Denis.

Les ouvriers révolutionnaires ne comprendront pas qu'on puisse repousser un plan d'action commune avec la direction socialiste le 7 février à l'heure où les fascistes tiraient à balles, pour l'accepter le 31 mai. Les ouvriers révolutionnaires ne comprendront pas qu'on refuse, l'action commune nécessaire contre les fascistes français procédant à l'assaut contre le prolétariat, mais qu'on le propose contre le fascisme allemand pour une action de sauvegarde limitée. Les ouvriers révolutionnaires ne comprendront pas qu'on excepte de l'action commune telle ou telle organisation révolutionnaire.

Placer une opération manœuvrière sous le drapeau de Thaelmann, ou sous le drapeau de Dimitroff, cela ne garantit pas la manœuvre bureaucratique. Ce sont des batailles de rue de Roubaix, les bagarres des quartiers de Paris et de banlieue qui commandent maintenant. Le front unique est en marche: que les militants du prolétariat abattent les obstacles. Qu'ils luttent avec nous — non pour un appel « aux sommets » d'un jour, mais pour une politique suivie rassemblant les forces du prolétariat sur la ligne de la lutte contre le fascisme dans ce pays; non pour des meetings seulement mais sur des points précis: contre le gouvernement Doumergue, pour l'action directe contre les bandes fascistes. Qu'ils exigent la réalisation de l'Alliance Ouvrière, rassemblant toutes les organisations du prolétariat, pour la multiplication des Comités de vigilance unifiés comme à Saint-Denis, groupant toutes les forces prolétariennes, pour leur enracinement dans la masse des travailleurs.

Une nouvelle fois, la direction stalinienne donne la démonstration éclatante de ses zigzags sans principes, de son incapacité à guider le prolétariat dans les heures décisives. Camarades, travaillez avec nous à la constitution d'une direction révolutionnaire basée sur les principes éprouvés de Marx et de Lénine, de l'Internationale communiste, dans la glorieuse époque de ses quatre premiers congrès.

F. GERARD.

## TEXTES OUBLIÉS

D'un seul coup, la direction stalinienne vient de faire justice de toute sa campagne contre la possibilité de faire le front unique avec le parti socialiste entier, masses et chefs compris. Il faut rappeler ici les textes fondamentaux qui servent de principe à la politique stalinienne, et au nom desquels l'appareil stalinien réalisa le refus criminel du front unique avec le parti socialiste au lendemain du 6 février.

C'est le discours de Maurice Thorez, au Comité Central de février 1933 (Huma, du 18 février 1933), « Notre tactique de front unique suppose: 1° l'action; 2° la démocratie prolétarienne dans la lutte; 3° la direction du parti communiste; 4° l'attaque contre la social-démocratie, etc. Cela veut dire: pas de partage dans la direction entre nous et les réformistes, entre nous et le parti socialiste. Notre tactique veut dire enfin: JAMAIS D'ENTENTE AU SOMMET ».

C'est la résolution du Comité Central de janvier 1934: « Le C. C. repousse résolument toutes conceptions tendant à faire à l'heure actuelle, des propositions de front unique à la direction du parti S. F. I. O. Pareilles propositions dans les circonstances présentes, créeraient des illusions sur la possibilité de « redressement » du parti socialiste et contribueraient à sa consolidation sous la direction de l'équipe Blum, Faure, Zyromsky ».

Ces « textes oubliés », parlent suffisamment clair. Nous les clouons ici pour que la lettre à la C. A. P. ne puisse pas constituer une manœuvre sans lendemain. Quant à l'hypocrite imposture qui consiste à se justifier par quelques lignes équivoques perdues dans tel ou tel rapport, ces textes responsables en font justice.

La manœuvre stalinienne ne peut pas non plus s'abriter derrière les deux appels au front unique lancés au Parti Socialiste allemand dans les deux jours de désastre du 21 juillet 1932 (coup d'état de Schleicher) et du 30 janvier 1933 (prise du pouvoir d'Hitler). Ces deux appels, en complète contradiction avec toute la politique quotidienne du P. C. A. ont été lancés, en vain, dans la panique des désastres et le débâcle des principes. Ils n'ont été suivis d'aucune campagne conséquente, ils ne sont même pas bons à constituer des alibis pour la direction stalinienne, nous l'empêcherons de réserver au prolétariat de nouveaux 20 juillet et 30 janvier.

## REGION PARISIENNE

COMITE DE REDACTION

Tous les membres de la rédaction sont convoqués pour samedi, à 19 h. 30, au local. Aucune excuse ne sera admise.

La copie doit être remise à la rédaction le lundi soir et adressée à la Vérité.

### Assemblée Plénière R. P.

Tous présent le Samedi 16 à 20 h. 30. Communication de lieu par les Secrétaires de Groupes.

### Comité Régional

Exceptionnellement, le C.R. aura lieu le Lundi 11 au siège à 19 h. 30. Présence indispensable des Secrétaires de Groupes.

### Dans le Comité de Vigilance du 18<sup>e</sup>

#### Riposte aux bandes fascistes

Le comité de vigilance du 18<sup>e</sup> a décidé — suite aux engagements pris devant les travailleurs au Moulin de la Galette — de mener concrètement l'action antifasciste. Et pour débiter, on s'organise pour vendre ensemble les journaux prolétariens et interdire par contre la vente de la presse réactionnaire ou fasciste. C'est dans ces conditions qu'une bataille rangée éclata au métro Torcy entre une quinzaine de camarades du Comité de vigilance (notamment S.F.I.O., jeunesses léninistes, 3<sup>e</sup> force) et une cinquantaine de fascistes cachés dans leur permanence de la place Torcy. Les chaises ne permirent pas à valser et malgré leur supériorité numérique les fascistes étaient loin de dominer. Heureusement pour eux arriva Police-Secours. Mais la bataille devait reprendre près de la rue A.-F.-Lépine ; entre temps de nombreux prolétaires étaient venus renforcer la phalange antifasciste ; cela ainsi que l'ardeur des jeunes antifascistes (qui à ce moment, entraînaient à l'assaut des réacs les copains qui vendaient l'Humanité), fit prendre à nos fascistes la poudre d'escampette, tandis que les flics arrêtaient quelques antifascistes.

Il conviendrait de féliciter le rayon stalinien du 18<sup>e</sup> pour avoir aussitôt pris l'initiative d'organiser un meeting pour le dimanche suivant, si les dirigeants de ce rayon n'avaient point médité d'essayer, à cette occasion, de dissocier le Comité de Vigilance du 18<sup>e</sup>.

Comme on le sait, le rayon du 18<sup>e</sup> est adhérent au second Comité de Vigilance, dit Comité d'Amsterdam-Pleyel. Or le manifeste du récent Congrès du Cirque d'Hiver enjoint aux adhérents du mouvement d'Amsterdam de faire tout pour qu'il n'y ait qu'un seul Comité par localité.

C'était, lors de ce meeting, l'occasion où jamais d'accorder les paroles et les actes.

Mais le rayon du 18<sup>e</sup> propose d'associer à son meeting la section du P.U.P. et celle de la S.F.I.O. car, ajoute-t-il, ce sont les seules organisations politiques existant à la Chapelle-Goutte d'Or.

Vraiment, Duisabou, la manœuvre est un peu trop cousue de fil blanc !

En réalité, le rayon du 18<sup>e</sup> agit à l'égard de son comité local d'Amsterdam, de la même façon que le C.C. à l'égard de son Comité national.

Celui-ci, mardi 29 mai, décida unanimement (?) de se réunir tous les quinze jours et de prendre en mains toutes les « causes » antifascistes à défendre (donc celle de Thaelman aussi). Or, deux jours après le C.C. du P.C. s'adresse (par en haut), à la C.A.P. du parti socialiste pour sauver Thaelman.

Tout cela reflète la désagrégation de ce mouvement d'Amsterdam que nous avons condamné à sa naissance.

Mais ça n'est pas une raison pour que les Duisabou et Cie essayent de mettre la pagaille dans le Comité de Vigilance du 18<sup>e</sup>.

### Au Centre de propagande syndicale du 17<sup>e</sup>

La bureaucratie réformiste a été battue vendredi dernier au 17<sup>e</sup>. Robert, délégué de l'Union des Syndicats de la Seine, développa, devant une assemblée de 120 syndiqués dont la majorité lui est hostile, le texte proposé par la direction de l'Union. Il insista en particulier sur les deux points suivants :

1<sup>o</sup> Le Centre ne doit se laisser remonter par aucune formation politique soi-disant révolutionnaire ;

2<sup>o</sup> Il doit en tout et pour tout passer par la direction de l'Union.

L'Assemblée n'a pas pu avaler ces « couleurs ». Opposition violente, tenace. Différents camarades dont Malbrancq, secrétaire du Comité antifasciste du 17<sup>e</sup> défendirent énergiquement ces points de vue :

1<sup>o</sup> La meilleure propagande syndicale est la lutte contre le fascisme pour la défense de nos vendeurs de journaux ouvriers, de nos locaux et de nos revendications.

2<sup>o</sup> Nécessité d'adhérer au Comité antifasciste sur le même pied d'égalité que les autres formations antifascistes.

3<sup>o</sup> La défense antifasciste ne doit pas se faire en opposant les « poitrines nues » aux armes. Mais aux armes, des armes.

4<sup>o</sup> La condition essentielle pour que vivent le Centre de propagande ainsi que la C.G.T. est l'existence d'une véritable démocratie : libre expression, « Jouhaux et notre direction doivent toujours consulter la base ». Autonomie du Centre dans ses décisions promptes.

Robert dénonça le « noyautage politique », des « poussières politiques » et opposa des phrases : « Nécessité d'un programme », « défense des libertés républicaines ». Ce qui ne l'empêcha pas de voter avec ses « collègues » les points de vue des romantiques révolutionnaires sous forme de vote à ajouter au texte du Centre. Notons que Robert a laissé entendre qu'il interdirait à Malbrancq d'appartenir au Comité antifasciste.

Bonne assemblée qui nous acheminera vers la lutte cohérente contre le fascisme dans le quartier.

# DANS LES REGIONS

## DANS LE 11<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT

### Les statuts de l'Alliance Antifasciste des Jeunes

Les divers comités antifascistes issus des événements de février ne sont dans la plupart des cas que des organes de liaison entre organisations ne fonctionnant que par intermittence et pour des buts limités.

Le Comité de l'Alliance antifasciste des jeunes du 11<sup>e</sup>, qui groupe presque toutes les organisations ouvrières de Jeunes (sauf la J.C. qui a refusé d'y participer), s'efforce d'élargir sa base, d'être un vrai Comité de masse, et de comporter un fonctionnement démocratique réel.

Voici les statuts qui lui servent actuellement de base. Les travailleurs verront que les camarades du 11<sup>e</sup> insistent avant tout sur la nécessité de constituer une puissante jeune garde qui sache éliminer les prétentions des fascistes :

I. Le Comité comprend les membres des organisations participantes, et tous les jeunes inorganisés qui souscrivent au programme du comité.

II. La direction du Comité est confiée à X camarades au début délégués des organisations participantes ; au second stade de développement du Comité, élus par l'Assemblée générale. (Le second stade correspond à l'entrée d'inorganisés dans le Comité.)

III. La direction est responsable devant l'A.G. qui peut à tout moment la remplacer.

IV. L'A.G. se réunit au minimum une fois par mois.

V. Dans toute action engagée, les membres du Comité doivent se soumettre sans réserve aux ordres de la direction, quitte à critiquer et changer celle-ci lors d'une A.G.

VI. La Jeune Garde antifasciste est sous le contrôle absolu du Comité, tous les membres du Comité français et valides font partie de la Jeune Garde.

VII. Toute défaillance ou indiscipline peut entraîner l'exclusion de la Jeune Garde.

## KREMLIN-BICETRE

### Il faut que le Comité de Vigilance vive !

Notre groupe de Villejuif est rentré en rapport avec le Comité de Vigilance du Kremlin-Bicêtre.

Dans une première réunion qui a eu lieu mardi 29 mai, les organisations présentes ont ratifié notre adhésion.

A cette assemblée, plusieurs modalités de travail ont été envisagées. Et, de la discussion, il ressort que le Comité de Vigilance, malgré sa bonne volonté, n'a pas encore compris son rôle ; qu'il a une tendance à rester sur la défensive et non à passer à l'offensive.

Nous disons, aussi, que le Front Unique d'Action n'est pas « une paix morale », mais une entente sur des points déterminés, ce qui n'exclut pas la critique, réciproquement, des diverses organisations. Sans cette condition, ce ne serait plus le front unique d'action, mais l'unification ; ce qui est tout autre chose.

Malgré tout, nous avons l'espoir que ce Comité saura faire son travail. Nous l'aiderons de toutes nos forces à rassembler les forces anti-fascistes, et à passer à l'action.

Le Secrétaire.

## DANS LE 19<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT

### Oui ou non, veut-on l'unité d'action ?

La Solidarité Française a tenté à nouveau de tenir une réunion dans notre quartier. Mais les prolétaires, ripostant, l'en ont empêché.

Il convient de dire que le pseudo « Comité de Vigilance » n'a joué aucun rôle là-dedans. Le rayon communiste, la Section socialiste, et divers autres camarades ont réagi, mais au hasard.

Il faut mettre un terme à ce laisser-aller criminel, les dirigeants S.F.I.O. et Staliniens étant chacun satisfait de l'absence d'un Comité d'unité d'action.

Notre groupe du 19<sup>e</sup> posera prochainement la question dans une réunion publique. Dans un tract, il s'adressera aux ouvriers socialistes et communistes en leur demandant de créer un seul Comité local, admettant toutes les organisations, et qui vive réellement.

### Discussion avec la 19<sup>e</sup> section du P. U. P.

Vendredi 8 juin, notre groupe tiendra une réunion controversée avec la 19<sup>e</sup> section du P.U.P. Nous y discuterons fraternellement avec ces camarades sur les problèmes de la lutte antifasciste et du nouveau parti.

## Cours Marxiste du 20<sup>e</sup>

La série des cours entrepris par le groupe du 20<sup>e</sup> de la L. C. a continué vendredi dernier par un exposé du camarade Jannin sur « les différentes formes d'Etat ».

Les questions historiques furent envisagées en détail : définition, rôle de l'Etat, déformations de la notion de l'Etat par les sociaux-démocrates, de Kautsky à Blum et Pivert, transformation de l'Etat, etc... amenèrent à une discussion sérieuse sur les questions politiques actuelles. Il fut décidé par les camarades réunis que, pour approfondir et résoudre les problèmes soulevés, la prochaine séance porterait sur « le Front unique ».

Tous les amis de la Ligue viendront nombreux vendredi 8 juin (café de la Joconde, 273, rue des Pyrénées) pour participer à notre cours.

## XV<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT

Tous les jeudis, à partir de 17 h. 30, permanence du groupe de la Ligue au Café « Bonnet de Beaugrenelle », place Beaugrenelle.

## COMITE ANTIFASCISTE DES JEUNES DU IV<sup>e</sup>

Le comité antifasciste des jeunes du IV<sup>e</sup> a été formé malgré le refus des J. C. Il comprend les J. S., Front Commun, les Jeunesses Pupistes, et les Jeunesses Léninistes.

Comme la Solidarité Française vient provoquer les travailleurs dans leur localité, le comité antifasciste des jeunes saura entraîner le prolétariat à leur réprouver.

## CLICHY

### Une bonne blague

Le Prolétaire de Clichy nous attaque sur deux colonnes parce que les Jeunesses d'Unité Ouvrière ont abandonné Auffray et adhéré en majorité aux Jeunesses Léninistes. Il paraît que la section est plus vivante que jamais. On nous donne le nom des quatre membres du bureau — dont un adulte. Mais nous demandons le nom de l'adhérent !

Car ce bureau est un bureau sans troupe. Sur neuf présents à la réunion, la « majorité » (sic) auffrayiste comptait deux partisans. C'est sans doute ce qu'on appelle une majorité relative ! D'autant plus relative que des trois, un d'eux est contre les soviets et les autres se disent (?) d'accord avec nos conceptions.

On comprend que dans ces conditions les Auffrayistes ne pouvaient que se réjouir de voir le « groupe sectaire (sic) de la majorité » quitter leurs rangs pour rejoindre les Léninistes ! Insister serait cruel.

Ajoutons seulement quelques mots au sujet de l'affiche « Contre le fascisme et les communistes qui lui ouvrent la voie » (et contre laquelle se dressait la majorité des J.U.O.) : non seulement nous, mais en plus d'autres organisations (de P.S. et les J.S. par exemple), n'ont jamais signé une semblable affiche. Espérons que les rédacteurs « scrupuleux » du Prolétaire passeront notre protestation comme le commande la simple honnêteté politique.

Pour la cellule : AUGER.

## Le Comité de vigilance de Saint-Denis face à une provocation fasciste

Le « front national » (J.P., A.F., Redressement français du sieur Barthélémy et Solidarité Française) s'était efforcé de tenir une réunion à la salle de la Kermesse, en plein cœur de Saint-Denis, le mercredi 30 mai dernier. Sans doute les bandes fascistes tablaient-elles, ce faisant, sur les dissensions existant entre le rayon de Saint-Denis et le Comité Central du parti communiste. En tout cas, à quinze jours de l'élection de la liste Doriot par près de 12.000 voix prolétariennes, on ne pouvait imaginer provocation plus manifeste.

C'était l'occasion pour le Comité de vigilance de Saint-Denis de montrer ce qu'il savait faire. L'unité de direction devait, de toute évidence, engendrer l'unité de manœuvre. Nous qui avons participé à bon nombre d'alertes antifascistes, nous devons franchement marquer que la mobilisation de 10.000 prolétaires dyonisiens a été un progrès très net sur les mobilisations du 20<sup>e</sup> ou du 15<sup>e</sup> où les mols d'ordres et les instructions des rayons communistes et sections socialistes étaient loin de concorder. Le Comité de vigilance de Saint-Denis avait élaboré un plan. Et il s'y tint strictement.

La salle de la Kermesse, menacée d'être boycottée, capitula. Des tracts et affiches furent distribués et apposés pour alerter les travailleurs. Enfin des estafettes avaient été postées sur toutes les routes menant à Saint-Denis lesquelles avaient pour mission soit d'accourir, soit de téléphoner au premier signal. L'alerte devait aussitôt être retransmise aux prolétaires dyonisiens par haut-parleurs avec indication du point de la ville sur lequel se porter.

En fait, aucune alerte ne fut donnée, messieurs les fascistes ayant décidé de ne pas s'y frotter. Et la soirée se passa « l'arme au pied », une grosse partie des travailleurs tenant meeting dans le théâtre municipal, un autre fort contingent restant dehors à discuter. Car, à Saint-Denis, ce soir-là ça discutait ferme : le Comité central du P.C. n'acceptant pas la direction du Comité de vigilance et faisant lancer son sempiternel « front unique à la base », tandis que la plupart des travailleurs estimaient par contre que le comité de vigilance avait su organiser la riposte antifasciste.

Dans le meeting du théâtre, les orateurs se succédaient : You, un instituteur confédéré, Richard, (maire de Pierrefitte) qui fit une déclaration concernant sa solidarité avec la plateforme défendue par le rayon de Saint-Denis, puis Doriot qui réfuta par le menu et sans peine les calomnies de l'Humanité (un ordre du jour flétrissant ces dernières fut adopté à l'unanimité moins une douzaine de voix stalinienne très timides) ; tant et si bien que Hénaff ne crut pas devoir heurter l'assemblée (son discours fut à l'eau de rose) et que Mioche ne se présenta pas à la tribune.

Les camarades de la Ligue et des Jeunesses se trouvaient là. Nous avons chaudement soutenu la réalisation — pour la première fois dans la Région parisienne — d'une unité de direction antifasciste. Nous ne sommes pas des admirateurs béats de l'effort tenté à Saint-Denis ; mais nous nous réjouissons de tout pas en avant.

## DOUBS

### BESANCON

#### Comité antifasciste

Le comité est constitué, le front unique a été réalisé. Il se présente bien.

Il est temps, car les fascistes s'organisent fébrilement, et l'autre soir, ils arboraient le képi et l'insigne.

Le front unique luttera avec force et victorieusement.

Un meeting est prévu pour ce mois.

Le C. C. du P. C. va-t-il exclure les camarades du P. C. de Besançon, qui ont donné leurs adhésions à ce comité anti-fasciste allant jusqu'à la Ligue des Droits de l'Homme et la Libre Pensée, par en haut et par en bas, comme à Saint-Denis.

A. J.

## Nord

### Pas-de-Calais

#### LILLE

### Les fascistes ont pu manifester

Une fois de plus, les fascistes de Lille ont tenu une réunion avec Ybarnégaray, répétant leurs provocations du 28 avril, quoiqu'à cette date le prolétariat lillois avait quand même montré sa force.

Le 30 mai, la venue d'Ybarnégaray ne souleva pas les masses et à peine 300 travailleurs avaient répondu à l'appel du P.C., notre groupe de Lille vu ses faibles moyens n'avait pu faire que des affiches à la main invitant également les travailleurs à venir devant les « Ambassadeurs » crier leur haine aux fascistes. Le parti socialiste sous des prétextes les plus incohérents n'avait pas voulu manifester ! Une affiche qui sentait le dégonflage invitait les ouvriers socialistes à rester chez eux, en leur disant que le P. R. choisirait son heure pour lutter contre le fascisme et ne voulait pas faire tomber les travailleurs dans un quel-apens comme à Hénin-Liétard.

Les ouvriers socialistes ayant suivi cet ordre, un nombre ridicule se trouvait présent comme nous le citons plus haut, et malheureusement il faut le dire ces ouvriers étaient outrés de l'attitude du P.C., l'on sentait qu'ils étaient découragés devant un nombre aussi restreint et il ne fut pas possible de faire une action quelconque.

Nombreux travailleurs parmi lesquels plusieurs de nos camarades furent arrêtés et expédiés dans des camionnettes à 15 ou 20 kilomètres de Lille. La plupart ne sont rentrés qu'à 5 heures du matin chez eux.

Comment se fait-il que dans une ville comme Lille de plus de 200.000 habitants en grande majorité ouvrière avec un passé de lutte les fascistes sont arrivés à être maîtres du pavé ? Alors que nous pourrions citer des villes où la population ouvrière est moins dense, le même Ybarnégaray fut chassé par les ouvriers. Cela provient qu'à Lille le sectarisme des dirigeants du P.C. et du P.S. est encore vivace, et les militants sérieux sont obligés de constater combien cette politique, si elle se poursuit, peut amener de défaites pour le prolétariat ; et c'est pourquoi nous allons examiner l'attitude des uns et des autres et les militants tireront les conclusions qui s'imposent.

Nous avons envoyé à chaque organisation un appel pour la formation la plus rapidement possible d'un Comité de vigilance, et comme départ l'organisation en commun des moyens d'empêcher les fascistes de tenir leurs réunions le 30, nous le disons d'autre part, les staliniens ne daignent même pas répondre, le P.S. lui, nous a répondu en invoquant les décisions de leurs congrès ! Les staliniens avaient également demandé aux dirigeants socialistes d'unir leurs efforts aux leurs, hélas toujours accompagnés d'arguments pour que les chefs socialistes se dressent, ce qui leur permet de refuser de telles offres ; ces derniers ont répondu par la presse et par affiches : Nous refusons de faire le front unique avec vous parce qu'à Paris votre Comité central a refusé la manifestation unique au Mur des Fédérés, parce que vous avez demandé cela trop tard, parce que vous insultez notre organisation et nos militants...

En effet, la politique sectaire et anti-léniniste des dirigeants staliniens permet aux chefs socialistes d'opposer des refus qui peuvent paraître acceptables pour les ouvriers socialistes. Nous avons à maintes reprises dénoncé cela, et nous le répétons aujourd'hui, ce n'est pas avec des insultes que l'on arrivera à des actions concertées. Pour notre part nous condamnons l'attitude du Conseil Central du P.C. qui sous prétexte qu'à Paris, les communistes sont les plus forts refuse la manifestation unique, nous condamnons également la direction du Nord du P.C. de poursuivre la théorie stupide et insensée du « social-fascisme ».

Cette tactique agotait tout simplement à dresser les ouvriers socialistes contre les ouvriers communistes et à chaque fois que la région du Nord ou le rayon de Lille du P.C. fait des offres de front unique, invariablement il y a toujours dans son contenu le social-traité, soutien direct de la bourgeoisie, etc...

Nous disons, pour notre part, aux dirigeants socialistes de Lille que les arguments qu'ils ont apporté ne sont pas une raison suffisante pour donner l'ordre aux travailleurs de rester chez eux. Est-ce qu'ils ont déjà oublié l'Allemagne et l'Autriche ? Veulent-ils que les fascistes règnent en maîtres à Lille ? C'est la question que nous leur posons ! mais nous leur disons nettement que puisqu'ils prétendent que les communistes sont contre l'Unité d'actions, le devoir leur incombait de le démontrer en invitant tous les travailleurs à se rendre le 30 mai aux « Ambassadeurs » puisqu'ils sont les plus forts à Lille, ils devaient s'engager résolument dans cette action ; il ne suffit pas de répondre toujours : « Unité comme Doriot ».

Aux ouvriers socialistes et communistes, nous lançons un appel vigoureux ; nous demandons aux premiers d'obliger leurs chefs à la lutte, aux seconds de comprendre la situation dangereuse du moment et de signifier à leurs chefs qu'ils ont eu assez de cette tactique criminelle qui empêche le rapprochement des travailleurs.

Le 30 mai fut une défaite pour le prolétariat lillois. A eux de la faire réparer, plus que jamais l'Unité d'action est nécessaire, travaillant rapidement à la création d'un Comité de vigilance à Lille, où fraternellement mêlés, les travailleurs lutteront contre la peste fasciste.

DE VREYER.

## COISSART IMITE CHIAPPE

Les procédés de Coissard, chef de la police municipale soulevait de colère la population laborieuse, à deux reprises déjà, ce dictateur au petit pied emploie une méthode qui consiste lors des manifestations à arrêter des travailleurs et ensuite les transporter dans des camionnettes et les déposer à 20 ou 30 kilomètres de Lille, obligeant ces travailleurs à revenir à pied, risquant par là de perdre leur travail ; de plus cette tactique consiste aussi à les déposer 2 par 2 en les faisant descendre à la marche avec des coups de pieds dans le derrière risquant de se casser les reins. Voilà les procédés de ce policier mûr pour le régime fasciste qui ne réserve ses coups que pour les travailleurs.

Mais nous posons la question à la municipalité socialiste de Lille ! Est-ce qu'elle consent à de pareils procédés ? Car nous savons que la police municipale est sous les ordres directs de Salengro, que celui-ci n'était pas déchargé de ses pouvoirs de police. Il a donc pour devoir d'empêcher son subordonné de pratiquer de telles méthodes. Nous disons qu'une municipalité ouvrière a pour devoir de défendre les travailleurs contre les bandes fascistes et non pas de protéger ces derniers par la police municipale. Les chefs socialistes vont-ils continuer à admettre que les travailleurs se fassent arrêter tandis que les J.P. convertissent sur le trottoir d'en face avec les forces policières ? Ce fut pourtant cela que l'on a vu le 30 mai, pendant que les travailleurs étaient à chaque instant traqués par la police.

Notre groupe de Lille a décidé d'envoyer une lettre de protestation à Salengro, responsable direct, et de le mettre devant ses responsabilités.

Aux travailleurs socialistes nous demandons d'intervenir énergiquement dans leurs réunions de sections et de comités, pour qu'à l'avenir ce scandale ne se reproduise plus. Ce qui serait normal, c'est que chaque fois que les fascistes sortent, on les mette dans les camions et qu'on les transporte, non pas à 30 kilomètres mais à 100, avec une distribution de coups de matraques en plus.

Le Groupe de Lille.

Nous rappelons que notre permanence se tient chaque soir de 18 à 20 h., 7, Cour du Chaudron, rue de Tournai et que la bibliothèque est à la disposition des camarades.

## HÉRAULT - Montpellier

Pour tous les renseignements et adhésions à la Ligue dans le département de l'Hérault, s'adresser ou écrire à :

H. Legrand, Café de l'Esplanade.

## Souscription pour la Vérité

Albert, 30; Pierre Lafont, 10; Trévidic, 10; A. Lévy, 10; Gérard, 50; Anonyme, 50; quelques camarades, 60; A., 250; Mioche, 20; Proum, 7; Na, 2; Gran, 2; Ernest, 4; F., 2; Mas, 5; Mars, 2; Maurice, 2; Cami, 5; Fayl, 3; Fischer, 2; K., 1; Janin, 5; Legarn, 5; Sehon, 2; Lavel, 2; Chri, 2; Rameau, 2; Hortense, 5; Antonelli, 5; Lhuillier, 5; Martin, 2; Ry, 2; Camo, 2; Bart, 2; Sos, 2; Yar, 2; Léon, 5; Lohine, 2; Dgor, 5; Char, 2; Robert, 1,50; Brons, 1; Gaillard, 5; Penmet, 1; Jaffret, 1; Meunier, 3; Bozidar, 2; Avril, 5; Roehain, 2; Tom, 0,50; Martin, 2; Roger, 1; Pen, 2,50; Alb, 2; Albertin, 10; Touli, 5; Jeanne, 7; Kor, 3; Clart, 5; André, 3; Huri, 3; Billie, 2; Granger, 1; Moroux, 3.

Total : 652 fr. 50  
Elena 2; Maria 2; Un groupe de techniciens-chauffeurs 20; Une postière 20; Meiche 1; Desai 0,50; Resnay 1; Camille 4; Rameau 5; Cap 3; Claude 10; Clart 5.  
Total : 78,50.

## Qui prendrez-vous dorénavant pour vos fournisseurs ?

Voici une liste de commerçants que vous devez favoriser dans la mesure du possible puisqu'ils aident notre journal par la publicité qu'il lui accorde.

### CHIRURGIE - ACCOUCHEMENT.

Toutes les garanties scientifiques de l'Hôpital et la liberté des soins à domicile

TARIF ACCESSIBLE A TOUS particulièrement aux Assurés sociaux

MAISON DE SANTÉ DE PARIS SUD

du Docteur LACROIX ANTOINE

50, Avenue de Fontainebleau, VILLEJUIF (ITALIE 11-25)

Etablissement privé le moins coûteux de la région de Paris

COIFFEUR, Maison Daniel, 9, rue Esquirol, Paris (15<sup>e</sup>).

CYCLES, Cycles Innovation, 145 Faubourg St-Denis.

HAUTE-COUTURE - CONFECTION

"La femme sans tête"

3 bis, rue Louis Braille, 12<sup>e</sup> Métro Daumesnil et Bel Air Réduction de 5% aux lecteurs de la "Vérité"

HOTELS, Raoul, 46, r. Nationale (ch. claires, pr. modérés) (13<sup>e</sup>).

RESTAURANTS, Restaurant Végétarien 5, r. des Filles St-Thomas. Prix des repas : 4,50 et 6,50 sans pourboire.

Foyer Végétarien, 40, r. Mathis, (19<sup>e</sup>) Repas à 4 et 5 francs sans pourboire.

Le Gérant : P. FRANK.

Imp. du COMMERCE et des POSTES 12, rue Notre-Dame de Nazareth, Paris